



■ Une stèle pour « ne pas oublier » le sort des familles qui vécurent à Pujol-de-Bosc.

JULIEN FITTE

A Pujol-de-Bosc, une stèle pour mémoire

Harkis | Dans le hameau de Villeneuve-Minervois, mobilisation pour réhabiliter l'ancien cimetière.

Peut-être que cette stèle va aider à ne pas oublier ». Hier, Dahbia Lounnas est revenue à Pujol-de-Bosc, hameau de Villeneuve-Minervois où, enfant d'une famille qui avait dû fuir l'Algérie, elle a vécu de 1962 à 1971. Au côté d'Alain Giniès, maire de la commune, elle a déposé une gerbe au pied de la stèle à la mémoire des harkis, à quelques pas de ce qui fut, jusqu'en 1978, un camp accueillant une quarantaine de familles (*Midi Libre* du 28 septembre).

« Droit au respect et à la reconnaissance », « honneur à eux », est-il écrit en lettres d'or sur la stèle, inaugurée en présence d'enfants de harkis et de membres de la communauté rapatriée, dont Jean-Marie Avelin, président du comité *Véritas* (*), Geneviève de Ternant, auteur du poème gravé sur la stèle, Laccène Boualam, fils de l'illustre Bachaga Boualam, ou le prince Sixte-Henri de Bourbon-Parme, fidèle à la cause des harkis.

Le contentieux devant la justice

Hier, Dahbia Lounnas est également revenue sur la tombe de sa grand-mère, dans le cimetière de l'ancien camp, à l'écart du hameau. Après le départ de la dernière famille harkie, la commune a, dans les années 80, revendu maisons et terrains.

Par une "boulette" qui, aujourd'hui encore, choque profondément la communauté harkie, le cimetière a, lui aussi, été vendu. A une artiste parisienne, qui l'a transformé... en verger. Un verger dans lequel deux tombes sont encore visibles, dont celle de la « grand-mère Lounnas ». Malgré les demandes réitérées des enfants des familles har-

kies, qui veulent que le site redevienne « un lieu de mémoire et de recueillement », comme l'a dit Jean-Marie Avelin ; malgré le soutien d'Alain Giniès, un maire qui, « à défaut de refaire l'histoire, voudrait l'arranger » et qui, pour cela, a proposé à la propriétaire d'échanger cette parcelle de 200 m² contre une autre de 5 000 m², rien n'y fait : celle-ci refuse. La résidente occasionnelle vient même de planter de nouveaux cerisiers...

Alors hier, le président de *Véritas* l'a annoncé : la justice va être saisie, pour trancher ce douloureux contentieux. Au nom du « droit au respect » et « contre l'oubli ».

V.B.

► (*) Le comité *Véritas*, qui œuvre « au rétablissement de la vérité historique sur l'Algérie française », tenait, hier, son congrès national à Villeneuve-Minervois.



■ Dahbia Lounnas sur la tombe de sa grand-mère, dans l'ancien cimetière.